

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR  
ET AGENCE FEDERALE DE CONTROLE NUCLEAIRE

[C – 2021/42083]

2 JUNI 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires et l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

Nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires et l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires.

L'exploitant d'un établissement de classe I est tenu d'appliquer les obligations que lui impose la réglementation dans les domaines de « Safety, Security et Safeguards » de manière coordonnée, cohérente, effective et efficace sur le terrain, tout en tenant compte des différentes interfaces.

La « Sécurité » ou « Security » (qui englobe la « protection physique ») d'un établissement de classe I inclut les diverses mesures visant à empêcher et à détecter les actes malveillants (principalement le vol et le sabotage) mettant en jeu des matières nucléaires, et à intervenir en pareil cas.

« Sûreté » ou « Safety » désigne les mesures relatives à la sûreté nucléaire et à la radioprotection.

L'interface « Sûreté – Sécurité » concerne les structures, systèmes, composants, équipements, etc...qui remplissent une fonction pour l'exploitation sûre de l'établissement de classe I (par exemple, certains circuits d'un réacteur nucléaire) et qui doivent faire l'objet d'analyses de risques des conséquences d'une panne, d'un incident... mais aussi des effets d'un acte malveillant, d'un acte de sabotage...

Au niveau international, l'interface « Sûreté – Sécurité » a de plus en plus d'importance et des directives sont élaborées au sein d'organisations internationales (ENSRA, WENRA, IAEA, NEA, ...).

La publication de l'AIEA « The interface between Safety and Security at nuclear power plants » INSAG-24 mentionne clairement que :

« Both Safety and Security must be addressed and the interface between the two should be coordinated. »

et

« When conflict is unavoidable, the matter should be considered from both Safety and Security perspectives and resolved based on the philosophy of minimizing the overall risk to the public. »

Le présent arrêté vise à clarifier la réglementation existante concernant l'interface entre la « Sûreté » et la « Sécurité » pour des installations nucléaires de classe I.

Cette clarification se concrétise par une modification de l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires et par une modification de l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
EN FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR NUCLEAIRE CONTROLE

[C – 2021/42083]

2 JUNI 2021. — Koninklijk Besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties en het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Wij hebben de eer ter ondertekening van Uwe Majesteit een koninklijk besluit voor te leggen tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties en tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties.

De exploitant van een inrichting van klasse I dient de verplichtingen die de regelgeving hem oplegt op het vlak van "Safety, Security en Safeguards" op een gecoördineerde, coherente, efficiënte en effectieve manier te implementeren op het terrein, rekening houdend met de verschillende raakvlakken.

De "Beveiliging" of "Security" (die de "fysieke beveiliging" omvat) van een inrichting van klasse I heeft betrekking op de diverse maatregelen om kwaadwillige handelingen die nucleaire materialen in gevaar brengen (meer specifiek diefstal en sabotage), te verhinderen, te detecteren en in dergelijke gevallen tussen te komen.

Onder "Veiligheid" of "Safety" beoogt men de maatregelen die betrekking hebben op de nucleaire veiligheid en de stralingsbescherming.

Het raakvlak "Veiligheid" – "Beveiliging" heeft betrekking op de structuren, systemen, componenten, uitrustingen, enz ... die een functie vervullen om de inrichting van klasse I veilig uit te baten (bv. bepaalde kringen van een kernreactor) en waarvoor risicoanalyses moeten gebeuren op effecten van onvrijwillige uitval, incident, ...maar ook op effecten van kwaadwillig opzet, sabotage, ...

Op internationaal vlak wint het raakvlak "Veiligheid" – "Beveiliging" aan belang en worden hierover in diverse internationale fora richtlijnen over opgesteld (ENSRA, WENRA, IAEA, NEA, ...).

De IAEA-publicatie: "The interface between Safety and Security at nuclear power plants" INSAG-24 bepaalt duidelijk dat:

"Both Safety and Security must be addressed and the interface between the two should be coordinated."

en

"When conflict is unavoidable, the matter should be considered from both Safety and Security perspectives and resolved based on the philosophy of minimizing the overall risk to the public."

Onderhavig besluit beoogt een verduidelijking van de bestaande regelgeving voor nucleaire inrichtingen van klasse I betreffende het raakvlak dat er bestaat tussen " Veiligheid" en "Beveiliging".

Deze verduidelijking wordt bewerkstelligd door een wijziging van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties en een wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties.

L'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires (AR prescriptions de sûreté des installations nucléaires) définit la sûreté nucléaire comme la réalisation de conditions d'exploitation adéquates, la prévention des accidents et l'atténuation des conséquences des accidents, contribuant à protéger les travailleurs et la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants émis par les installations nucléaires.

Les obligations de l'exploitant en matière de protection physique renvoient essentiellement au système de protection physique établi en application de l'article 6 de l'Arrêté royal relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires, ou à ses composantes.

La protection physique repose en grande partie sur les mêmes principes que la sûreté nucléaire, l'objectif fondamental étant dans les deux cas de protéger la population, les travailleurs et l'environnement. Ces principes sont décrits en détail par le Groupe consultatif international pour la sûreté nucléaire (INSAG) de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) dans son rapport n° 24 « The Interface Between Safety and Security at Nuclear Power Plants ».

Les évaluations de sûreté se concentrent traditionnellement sur les risques découlant d'événements non intentionnels causés par des phénomènes naturels (tels que des séismes, des tornades ou des inondations), des pannes matérielles, d'autres événements ou interruptions d'origine interne (tels que des incendies, des ruptures de canalisations ou des pertes de l'alimentation électrique), ou des erreurs humaines (telles que l'application erronée des procédures ou une erreur d'alignement des circuits).

Dans le cas de la protection physique, les risques ou événements considérés résultent d'actes de malveillance dont la finalité est de voler des matières nucléaires ou de causer un sabotage.

Néanmoins, dans certaines circonstances, il se peut que des actions qui servent à la protection physique soient incompatibles avec la sûreté nucléaire. L'installation de barrières de ralentissement pour des raisons de sécurité peut, par exemple, constituer un obstacle en cas d'intervention rapide requise par un événement de sûreté.

Lors de leur réunion plénière d'avril 2017, les membres de l'association des autorités de sûreté nucléaire WENRA ont décidé de créer une Task Force regroupant des experts dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la sécurité nucléaire en vue d'identifier les interfaces entre sûreté nucléaire et sécurité nucléaire et de proposer des mesures de gestion de celles-ci. Le 10 avril 2019, cette Task Force a rédigé ses conclusions dans un rapport intitulé « Interfaces between Nuclear Safety and Nuclear Security » (WENRA2019), qui est disponible sur le site web de WENRA.

Le présent arrêté complète l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires de manière à garantir que l'interface entre sûreté nucléaire et sécurité nucléaire est prise en considération lors de l'application des prescriptions de sûreté.

La modification de l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires poursuit le même objectif.

Le principe directeur est que les conflits entre sûreté nucléaire et protection physique doivent être résolus de manière à minimiser le risque global pour la population, les travailleurs et l'environnement.

Les propositions de modifications aux arrêtés royaux des 30 novembre 2011 et 17 octobre 2011 se traduiront chez les exploitants par une série de modifications des processus de leur système de gestion afin de mieux gérer l'interface safety-security. Ces propositions ne devraient par contre pas entraîner directement de modifications matérielles des installations.

#### Commentaire des articles :

##### Articles 1<sup>er</sup> - 2

Les articles 1<sup>er</sup> et 2 sont des modifications de l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires

L'arrêté royal du 17 octobre relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires dispose en son article 6 §1<sup>er</sup> que l'exploitant d'une installation nucléaire doit mettre en place un système de protection physique, soumis à l'agrément de l'Agence. Il est évidemment souhaitable que l'exploitant évalue et veille à limiter les effets négatifs qu'on ou que peuvent avoir l'un sur l'autre d'une part le système de protection physique ou ses composantes, d'autre part la sûreté nucléaire de l'installation, en particulier la mise en œuvre des prescriptions de l'AR du 30 novembre 2011.

Het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties (KB Veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties) definieert nucleaire veiligheid als de toestand van deugdelijke bedrijfsomstandigheden, de voorkoming van ongevallen en de beperking van de gevolgen van ongevallen, die er toe bijdragen dat werkers en de bevolking beschermd worden tegen de aan ioniserende straling afkomstig van nucleaire installaties verbonden gevaren.

De verplichtingen van de exploitant op het gebied van de fysieke beveiliging verwijzen vooral naar het fysiek beveiligingssysteem ingericht overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit houdende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties, of de componenten ervan.

Fysieke beveiliging steunt voor een groot deel op dezelfde principes als nucleaire veiligheid, met voor beide als fundamenteel doel de bescherming van de bevolking, de werknemers en het leefmilieu. Deze principes worden in detail beschreven door de International Nuclear Safety Group (INSAG) van het Internationaal Atoomagentschap (IAEA) in haar verslag nr. 24 "The Interface Between Safety and Security at Nuclear Power Plants".

Veiligheidsevaluaties zijn traditioneel gericht op risico's die voortvloeien uit onbedoelde gebeurtenissen die worden veroorzaakt door natuurlijke gebeurtenissen (zoals aardbevingen, tornado's of overstromingen), hardwarestoringen, andere interne gebeurtenissen of onderbrekingen (zoals brand, leidingbreuk of verlies van elektrische stroom), of menselijke fouten (zoals het onjuist toepassen van procedures of onjuiste uitlijning van circuits).

In het geval van fysieke beveiliging vloeien de in aanmerking genomen risico's of gebeurtenissen voort uit kwaadwillende handelingen met de bedoeling kernmateriaal te stelen of sabotage aan te richten.

Desalniettemin zijn er ook omstandigheden waarin acties die dienen voor de fysieke beveiliging in strijd kunnen zijn met de nucleaire veiligheid. De introductie van vertragingbarrières om beveiligingsredenen kan bijvoorbeeld een belemmering vormen om snel te reageren op een veiligheidsgebeurtenis.

Tijdens hun plenaire vergadering in april 2017 hebben de leden van de vereniging van nucleaire veiligheidsregulators WENRA besloten om een Task Force op te richten, waarin deskundigen op het gebied van nucleaire veiligheid en nucleaire beveiliging zijn opgenomen, om dit soort raakvlakken tussen nucleaire veiligheid en nucleaire beveiliging te identificeren teneinde beheersmaatregelen dienaangaande te kunnen voorstellen. Deze Task Force heeft op 10 april 2019 haar conclusies neergeschreven in een verslag getiteld "Interfaces between Nuclear Safety and Nuclear Security" (WENRA2019) dat beschikbaar is op de website van WENRA.

Met voorliggend besluit wordt het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties aangevuld om te verzekeren dat rekening gehouden wordt met het raakvlak tussen nucleaire veiligheid en nucleaire beveiliging bij het toepassen van de veiligheidsvoorschriften.

De wijziging van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties beoogt hetzelfde doel.

Het leidend principe dat hierbij gehanteerd moet worden is dat conflicten tussen nucleaire veiligheid en fysieke beveiliging opgelost moeten worden op een manier die het algemene risico voor de bevolking, de werknemers en het leefmilieu minimaliseert.

De voorgestelde wijzigingen aan de koninklijke besluiten van 30 november 2011 en 17 oktober 2011 zullen bij de exploitanten geïmplementeerd moeten worden door een aantal aanpassingen van de processen binnen hun management systeem om het raakvlak safety-security beter te beheren. Er wordt niet verwacht dat dit direct tot materiële aanpassingen aan de installaties zal leiden.

#### Artikelsgewijze bespreking:

##### Artikelen 1 - 2

De artikelen 1 en 2 betreffen wijzigingen van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties

Het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties bepaalt in artikel 6§1 dat de exploitant van een nucleaire installatie een fysiek beveiligingssysteem moet inrichten dat onderworpen is aan een erkenning door het Agentschap. Het is uiteraard wenselijk dat de exploitant evalueert en toeziet op de beperking van de negatieve effecten die enerzijds het fysiek beveiligingssysteem, of zijn componenten en anderzijds de nucleaire veiligheid van de installatie op elkaar hebben, of kunnen hebben, in het bijzonder de uitvoering van de voorschriften van het KB van 30 november 2011.

Ce principe général se décline en particulier dans l'exigence de prendre l'interface en considération dans le cadre de l'article 6 §7 relatif à la procédure d'évaluation du système de protection physique par l'exploitant, ainsi que dans celui de l'article 8 §6 relatif à la procédure d'évaluation du système de protection physique par l'Agence.

Les articles 3-10 sont des modifications de l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires

L'article 3 modifie l'article 4.1.

Conformément avec l'Interface 02 du document WENRA2019, cette modification précise qu'il convient de clairement définir et documenter les liens hiérarchiques et les lignes de communication entre les responsables de la protection physique et les responsables des questions en relation avec la sûreté nucléaire de l'installation.

Les articles 4, 5 et 6 modifient les articles 5.1 et 5.2.

Ces modifications spécifient, conformément aux Interfaces 03 et 04 du document WENRA2019, que tous les processus et toutes les activités susceptibles d'avoir une influence sur la sûreté nucléaire mais aussi sur la protection physique doivent faire partie du système de gestion intégré.

L'article 7 modifie l'article 5.5.

Conformément aux Interfaces 03 et 04 du document WENRA2019, le système de gestion doit comporter un processus visant à détecter et résoudre tout conflit entre sûreté nucléaire et protection physique.

L'article 8 modifie l'article 7.5/1.

Cette modification introduit dans les prescriptions de sûreté la philosophie de 'security by design' visée dans l'Interface 07 du document WENRA2019, dont la finalité est de considérer et de mettre en œuvre les mesures de protection physique à un stade aussi précoce que possible lors de la conception ou de la modification pour éviter toute modification pour des raisons de sécurité après la conception et faire en sorte qu'il n'y ait pas de conflit avec les exigences de sûreté.

Les exemples suivants, qui sont mentionnés dans l'interface 07, peuvent être cités :

(1) La sûreté nucléaire et la sécurité nucléaire ont en commun que tous les équipements assurant des fonctions de sûreté sont conçus et entretenus de telle sorte que ces fonctions soient également assurées en cas de menaces internes et externes, y compris en cas d'acte de malveillance.

(2) Plusieurs principes bien établis servent tant la sûreté nucléaire que la sécurité nucléaire. Une bonne conception constitue une barrière face aux événements accidentels et malveillants. Un système de sûreté qui présente une redondance suffisante et une séparation physique rigoureuse et dont les accès sont contrôlés permet à la fois de protéger l'installation contre des problèmes de sûreté, tels que le feu ou les inondations, et contre des problèmes de sécurité tels que le sabotage d'un équipement.

(3) Des mesures de sécurité supplémentaires doivent être mises en œuvre pour parer les vulnérabilités qu'il est impossible de limiter par la seule conception de sûreté, de sorte que la protection requise contre les actes de malveillance soit garantie. Les implications en termes de sûreté nucléaire, comme l'accessibilité à l'installation/aux équipements en cas d'événement lié à la sûreté, doivent être prises en compte lors de la mise en œuvre de ces mesures.

Il convient d'évaluer les conséquences d'actes de malveillance sur base de la menace de référence, et d'identifier les équipements, systèmes ou dispositifs qui doivent être protégés.

Les informations relatives aux mesures de sûreté destinées à protéger l'installation et son fonctionnement contre les actes de malveillance doivent être présentées dans un concept de sécurité. Le concept de sécurité doit également spécifier les mesures liées à la sûreté qui protègent en même temps l'installation contre des actes de malveillance.

Conformément à l'Interface 08 du document WENRA2019, la conception des systèmes et composants doit tenir compte de leur importance tant pour la sûreté nucléaire que pour la protection physique. Le principe 'fail safe' reste pleinement d'application.

Les experts de la sûreté nucléaire et de la sécurité nucléaire devraient évaluer ensemble les conséquences des actes de malveillance. Les mesures prises à la conception de l'installation à des fins de sûreté nucléaire devraient être prises en compte à cette fin.

Dit algemeen principe vertaalt zich in het bijzonder in de vereiste om het raakvlak in aanmerking te nemen in het kader van artikel 6§7 m.b.t. de evaluatieprocedure van het fysiek beveiligingssysteem door de exploitant, en in dat van artikel 8§6 m.b.t. de evaluatieprocedure van het fysiek beveiligingssysteem door het Agentschap.

De artikelen 3-10 betreffen wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties

Artikel 3 wijzigt art. 4.1.

Deze wijziging verduidelijkt overeenkomstig Interface 02 uit WENRA2019 dat de hiërarchische verbanden en communicatielijnen tussen de verantwoordelijken voor de fysieke beveiliging en de verantwoordelijken voor zaken betreffende de nucleaire veiligheid van de installatie duidelijk gedefinieerd en gedocumenteerd moeten zijn.

De artikelen 4, 5 en 6 wijzigen artikel 5.1 en 5.2.

Deze wijzigingen verduidelijken overeenkomstig Interfaces 03 en 04 uit WENRA2019 dat alle processen en activiteiten die een invloed kunnen hebben op de nucleaire veiligheid maar ook op de fysieke beveiliging worden opgenomen in het geïntegreerd managementsysteem.

Artikel 7 wijzigt artikel 5.5.

Overeenkomstig Interfaces 03 en 04 uit WENRA2019 moet het managementsysteem een proces omvatten om conflicten tussen nucleaire veiligheid en fysieke beveiliging op te sporen en op te lossen.

Artikel 8 wijzigt artikel 7.5/1.

Deze wijziging introduceert de zogenaamde 'security by design' filosofie uit Interface 07 in WENRA2019 in de veiligheidsvoorschriften, die er voor moet zorgen dat fysieke beveiligingsmaatregelen worden overwogen en geïmplementeerd in de vroegste stadia van het ontwerp of wijzigingen omwille van beveiliging na het ontwerp te vermijden en ervoor te zorgen dat er geen conflict is met veiligheidsvereisten.

Hierbij kan verwezen worden naar volgende voorbeelden zoals vermeld in Interface 07:

(1) Nucleaire veiligheid en nucleaire beveiliging hebben gemeen dat alle apparatuur die nodig is om veiligheidsfuncties te garanderen worden ontworpen en onderhouden op een zodanige manier dat deze functies ook worden vervuld in het geval van interne en externe dreigingen, waaronder kwaadwillende handelingen.

(2) Diverse gevestigde principes bevorderen zowel de nucleaire veiligheid als de nucleaire beveiliging. Een goed ontwerp kan dienen als een barrière tegen zowel accidentele als kwaadwillende gebeurtenissen. Een veiligheidssysteem met voldoende redundantie en strikte ruimtelijke scheiding met toegangscontroles dient zowel als bescherming tegen veiligheidsgerelateerde kwesties zoals brand of overstromingen als tegen beveiligingsgerelateerde kwesties zoals een sabotage van een uitrusting.

(3) Er moeten aanvullende beveiligingsmaatregelen worden geïmplementeerd om kwetsbaarheden aan te pakken die niet kunnen worden beperkt door een veiligheidsgerelateerd ontwerp alleen, om de vereiste bescherming tegen kwaadwillende handelingen te waarborgen. Implicaties voor nucleaire veiligheid, bv. toegankelijkheid tot de installatie/uitrustingen tijdens een veiligheidsgerelateerde gebeurtenis, moet worden overwogen bij het implementeren van deze maatregelen.

De gevolgen van kwaadwillige handelingen moeten worden geëvalueerd, uitgaande van de op het ontwerp gebaseerde dreiging, en de noodzakelijke apparatuur, systemen of apparaten identificeren die moeten worden beschermd.

De informatie over de veiligheidsmaatregelen voor de bescherming van de installatie en de werking ervan tegen kwaadwillende handelingen moet in een beveiligingsconcept worden gepresenteerd. Het beveiligingsconcept moet ook aangeven welke veiligheidsgerelateerde maatregelen tegelijkertijd dienen voor de nodige bescherming tegen kwaadwillende handelingen.

Er moet overeenkomstig Interface 08 uit WENRA2019 bij het ontwerp van de systemen en componenten rekening worden gehouden met hun belang voor zowel nucleaire veiligheid als fysieke beveiliging. Het 'fail safe principle' blijft daarbij onverkort van toepassing.

Deskundigen op het gebied van nucleaire veiligheid en nucleaire beveiliging dienen samen de gevolgen van kwaadwillige handelingen te beoordelen. Hierbij dient rekening te worden gehouden met maatregelen die bij het ontwerp van de installatie voor nucleaire veiligheidsdoeleinden werden in rekening gebracht..

Les articles 9 en 10 modifient l' article 15.1 .

Les changements sur le plan de la protection physique qui impactent la sûreté nucléaire doivent être considérés et gérées comme des modifications.

Inversement, les conséquences sur la protection physique d'une modification en rapport avec la sûreté nucléaire doivent être examinées et les mises à jour nécessaires doivent être effectuées.

L'article 11 fixe les mesures transitoires.

Ces modifications entrent en vigueur trois mois après la publication de l'arrêté. Ce délai permet aux exploitants de mettre leur systèmes de gestion et leurs processus en conformité avec ces modifications si cela s'avère nécessaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles  
et du Renouveau démocratique,  
A. VERLINDEN

**2 JUIN 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires et l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, les articles 3 et 17bis;

Vu l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires;

Vu la proposition de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire transmise au Ministre de l'Intérieur le 26 février 2021;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1<sup>er</sup> mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2021;

Vu l'avis n° 69.211/3 du Conseil d'Etat donné le 6 mai 2021, en application de l'article 84, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 6 §7 de l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'évaluation mentionnée à l'alinéa premier porte également sur les effets négatifs qu'ont ou que peuvent avoir l'un sur l'autre d'une part le système de protection physique ou ses composantes, d'autre part la sûreté nucléaire de l'installation, en particulier la mise en œuvre des prescriptions de l'AR du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires. ».

**Art. 2.** L'article 8§6 du même arrêté est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« L'évaluation porte également sur la manière dont l'exploitant évalue et veille à limiter les effets négatifs qu'ont ou que peuvent avoir l'un sur l'autre d'une part le système de protection physique ou ses composantes, d'autre part la sûreté nucléaire de l'installation, en particulier la mise en œuvre des prescriptions de l'AR du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires. » .

De artikelen 9 en 10 wijzigen artikel 15.1.

Ook veranderingen met betrekking tot de fysieke beveiliging die een impact hebben op de nucleaire veiligheid moeten beschouwd en beheerd worden als wijzigingen.

Omgekeerd moeten ook de gevolgen op de fysieke beveiliging van een wijziging betreffende de nucleaire veiligheid worden onderzocht en de nodige bijwerkingen doorgevoerd.

Artikel 11 legt de overgangstermijnen vast.

Deze aanpassingen treden in werking drie maanden na publicatie van het besluit. Dit laat de exploitanten toe om hun management systeem en processen waar nodig in lijn te brengen met deze aanpassingen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen  
en Democratische Vernieuwing,  
A. VERLINDEN

**2 JUNI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties en het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor nucleaire controle, artikelen 3 en 17bis ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties;

Gelet op het Koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties;

Gelet op het voorstel van het Federaal Agentschap voor nucleaire controle verstuurd aan de Minister van Binnenlandse Zaken op 26 februari 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 maart 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2021;

Gelet op het advies n° 69.211/3 van de Raad van State, gegeven op 6 mei 2021 met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 6§7 van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de fysieke beveiliging van het kernmateriaal en de nucleaire installaties wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De in het eerste lid vermelde evaluatie heeft eveneens betrekking op de negatieve effecten die enerzijds het fysiek beveiligingssysteem of zijn componenten en anderzijds de nucleaire veiligheid van de installatie op elkaar hebben of kunnen hebben, in het bijzonder de uitvoering van de voorschriften van het KB van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties. ”.

**Art. 2.** Artikel 8§6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De evaluatie heeft tevens betrekking op de wijze waarop de exploitant evalueert en toeziet op de beperking van de negatieve effecten die enerzijds het fysiek beveiligingssysteem of zijn componenten en anderzijds de nucleaire veiligheid van de installatie op elkaar hebben of kunnen hebben, in het bijzonder de uitvoering van de voorschriften van het KB van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties.”

**Art. 3.** A l'article 4.1., deuxième alinéa de l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant prescriptions de sûreté des installations nucléaires, les mots « et entre les responsables pour la protection physique » sont insérés avant les mots « sont clairement définis et documentés, » .

**Art. 4.** A l'article 5.1., premier alinéa, du même arrêté, les mots « et en matière de protection physique, » sont insérés entre les mots « lors de l'exécution de leur travail » et les mots « afin d'éviter que celles-ci » .

**Art. 5.** A l'article 5.1., deuxième alinéa, du même arrêté, les mots « la protection physique et » sont insérés entre les mots « y compris » et les mots « les activités réalisées » .

**Art. 6.** A l'article 5.2., deuxième alinéa du même arrêté, les mots « en matière de protection physique et » sont insérés entre les mots « envers l'exploitant, notamment » et les mots « en matière de bien-être » .

**Art. 7.** A l'article 5.5., du même arrêté, après le premier alinéa, un alinéa est introduit, comme suit :

« Le système de gestion contient un processus qui permet de détecter et résoudre les conflits entre la sûreté nucléaire et la protection physique. » .

**Art. 8.** Après l'article 7.5. du même arrêté, un article est inséré, comme suit :

« 7.5./1 Mesures de protection physique

Les mesures de protection physique sont considérées dès les premières étapes de la conception de nouvelles installations ou de modifications d'installations existantes. » .

**Art. 9.** A l'article 15.1, après le premier alinéa, du même arrêté, un alinéa est inséré comme suit :

« Les modifications qui ont un impact à la fois sur la sûreté nucléaire et la protection physique doivent être mises en œuvre d'une manière qui minimise le risque général pour la population, les travailleurs et l'environnement. » .

**Art. 10.** Dans le deuxième alinéa de l'article 15.1 du même arrêté, qui devient le troisième alinéa, après le troisième tiret un tiret est inséré comme suit :

« - changement relatif à la protection physique qui a un impact sur la sûreté nucléaire; » .

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** La Ministre de l'Intérieur, des Réformes Institutionnelles et du Renouveau démocratique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

**Art. 3.** In artikel 4.1., tweede lid van het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties worden de woorden "en tussen de verantwoordelijken voor de fysieke beveiliging," ingevoegd tussen de woorden "nucleaire veiligheid van de installatie," en de woorden "duidelijk gedefinieerd en gedocumenteerd".

**Art. 4.** In artikel 5.1., eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « en met betrekking tot de fysieke beveiliging, » ingevoegd tussen de woorden "bij de uitvoering van hun werk" en de woorden "om te vermijden dat deze een mogelijk negatieve impact hebben".

**Art. 5.** In artikel 5.1. tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de fysieke beveiliging en" toegevoegd tussen de woorden "met inbegrip van" en de woorden "de activiteiten die door de onderaannemers".

**Art. 6.** In artikel 5.2. tweede lid, zesde streepje, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de fysieke beveiliging en" ingevoegd tussen de woorden "onder meer met betrekking tot" en de woorden "het welzijn van de werknemers".

**Art. 7.** In artikel 5.5. van hetzelfde besluit, wordt na het eerste lid een lid ingevoegd luidende:

"Het managementsysteem omvat een proces om conflicten tussen nucleaire veiligheid en fysieke beveiliging op te sporen en op te lossen."

**Art. 8.** Na artikel 7.5. van hetzelfde besluit, wordt een artikel ingevoegd luidende:

"7.5./1 Fysieke beveiligingsmaatregelen

Fysieke beveiligingsmaatregelen worden in beschouwing genomen in de vroegste stadia van het ontwerp van nieuwe installaties of wijzigingen van bestaande installaties."

**Art. 9.** In artikel 15.1 van hetzelfde besluit, wordt na het eerste lid een lid ingevoegd luidende:

"Wijzigingen met een gelijktijdige impact op de nucleaire veiligheid en de fysieke beveiliging moeten geïmplementeerd worden op een manier die het algemene risico voor de bevolking, de werknemers en het leefmilieu minimaliseert."

**Art. 10.** In het tweede lid van artikel 15.1. van hetzelfde besluit, dat het derde lid wordt, wordt na het derde streepje een streepje ingevoegd luidende:

"- verandering met betrekking tot de fysieke beveiliging die een impact heeft op de nucleaire veiligheid;"

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand die volgt op de maand waarin het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 12.** De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele hervormingen en Democratische vernieuwing is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 2 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische vernieuwing,

A. VERLINDEN